

Gennevilliers, 11 octobre 2008

La réunion nationale des signataires de l'Appel lancé par Politis, « L'Alternative à gauche, organisons-la ! », réunie le 11 octobre à Gennevilliers, souligne l'impérieuse nécessité de rassembler toutes les forces politiques, syndicales, associatives et citoyennes par-delà les nuances pour faire face aux conséquences dévastatrices des orientations néolibérales dont la planète fait les frais depuis trop longtemps.

Comme le soulignait notre Appel dès mai dernier : « *Le capitalisme se fait toujours plus prédateur. Les émeutes de la faim sont le corollaire de l'enrichissement indécent d'une minorité de privilégiés. Les crises financières s'enchaînent et une catastrophe écologique se dessine. Bousculée par un nouveau totalitarisme de marché, la démocratie s'étiole.* » En quelques mois, la tourmente financière s'est transformée en nouvelle crise capitaliste historique, des millions d'hommes et de femmes se voient menacés dans leurs conditions d'existence élémentaires, les foyers de guerre se multiplient sur le globe, la souveraineté des citoyens est toujours davantage bafouée, l'extrême droite se fait de nouveau menaçante en Europe, comme les élections autrichiennes viennent de le démontrer.

Il n'est plus temps, à gauche, de gérer précautionneusement les quelques marges que laisse le système en respectant ses règles fondamentales, mais de reprendre les choses à la racine.

• **L'urgence est économique.** Face à l'actuelle crise financière, il n'est pas tolérable que l'on en revienne à mobiliser les moyens de l'intervention étatique dans le seul but de faire payer au plus grand nombre une crise dont il n'est nullement responsable. Il faut rompre avec la logique dévastatrice qui cède le pouvoir au marché, replacer le secteur bancaire et le crédit sous l'autorité de la collectivité afin de les mettre au service du développement économique et social, retrouver le chemin de politiques publiques planifiées et définies au terme d'un vaste débat citoyen. Il faut en finir avec les privatisations, à commencer par celle de La Poste, et revenir sur celles qui ont affecté les services publics, interdire les licenciements boursiers. Et il faut immédiatement contrôler les mouvements de capitaux et les circuits financiers, taxer les activités spéculatives, ainsi que le demande depuis des années le mouvement altermondialiste.

• **L'urgence est sociale.** De toute la société, montent les mêmes exigences : refus de la casse des conquêtes sociales et républicaines ; hausse massive des salaires, des pensions et des minima sociaux ; plein-emploi, refus de la précarité et réduction de la durée du travail ; Sécurité sociale et accès aux soins garantis ; droit à la retraite à taux plein à 60 ans ; services publics élargis et renforcés... Pour y répondre, il convient de promouvoir une redistribution radicale des richesses, en recouvrant les dix points de PIB transférés en vingt ans du travail vers le capital, ce qui représente annuellement autour de 170 milliards d'euros. Ce sera possible grâce à l'augmentation des salaires comme des pensions, et à une fiscalité récupérant les innombrables aides indues consenties sur des années aux détenteurs de capitaux pour réhabiliter l'impôt direct, progressif, fortement redistributif. Il faut en outre assurer une égalité réelle, dans l'emploi et le revenu, aux femmes et aux hommes.

• **L'urgence est écologique.** Émissions de gaz à effet de serre, dérèglements climatiques, question énergétique, crises agricole et alimentaire : chacun le sent bien désormais, la catastrophe s'approche à grands pas. Sur ce plan également, laisser libre cours aux mécanismes du marché mène inexorablement à la destruction des conditions mêmes de la vie humaine. Un développement soutenable n'est possible que si l'on consent à rompre avec la

domination de l'économie par des intérêts privés et leur logique du profit à court terme. Réintroduire la logique de l'intérêt général dans ces secteurs essentiels de la vie collective que sont la santé, les équipements, les transports, les activités industrielles ou agricoles, cela exige une planification écologique restituant aux politiques publiques les moyens d'agir, et rompant avec le tout-productivisme.

• **L'urgence est démocratique.** En France, depuis mai 2007, le pouvoir de Nicolas Sarkozy a poussé à l'extrême la dérive présidentialiste, quasi monarchique, induite par les institutions de la Ve République. La concentration des pouvoirs au plus haut niveau de l'État a été consacrée par la révision constitutionnelle de juillet 2008. Elle se conjugue avec une entreprise de normalisation sans précédent des médias, la confusion permanente entre l'action publique et les intérêts privés, le développement du fichage de la population et des pratiques sécuritaires, la stigmatisation des populations issues de l'immigration. Il convient de rompre avec ces institutions, et notamment avec l'élection du Président au suffrage universel, qui conditionne et avilit toute la vie politique, pour ouvrir un processus constituant permettant au peuple de récupérer toute sa souveraineté. Il convient aussi d'étendre la citoyenneté aux résidents étrangers.

• **L'urgence est européenne.** L'Union européenne se retrouve au cœur de la tempête financière et économique, mais elle est incapable d'y faire prévaloir les intérêts du plus grand nombre, emprisonnée qu'elle est dans les carcans du Pacte de stabilité, d'une Banque centrale indépendante, d'un grand marché déréglementé et de la destruction programmée de ce qu'il reste de services publics sur le continent. Le traité de Lisbonne a recyclé les orientations essentielles du traité constitutionnel européen, rejeté en 2005 par le vote des citoyens français et néerlandais. Aucune politique de gauche ne pourra jamais être conduite dans le cadre d'un tel traité. Il faut en sortir, comme nous y a invités le peuple irlandais, seul à avoir pu se prononcer démocratiquement et souverainement sur la question, et redonner la parole aux peuples européens. Sur ce plan, à huit mois des élections européennes, l'assemblée des signataires considère qu'il serait incompréhensible que les forces antilibérales, celles-là mêmes qui ont mené en commun la bataille victorieuse du référendum du 29 mai 2005, ne s'expriment pas en commun à l'occasion de cette échéance.

• **L'urgence est à une politique de paix.** Au fil des années, à mesure que les Nations unies se voyaient tenues en lisière, l'Otan est devenue le bras armé de la volonté impériale des États-Unis. Son action belliqueuse se déploie sous l'égide de la « guerre sans limites » et du « choc des civilisations » chers à l'administration Bush. On perçoit aujourd'hui dans le Caucase à quels dangers elle peut conduire pour la paix mondiale. C'est pourtant cette alliance guerrière que le gouvernement français a choisi de réintégrer complètement, participant en Afghanistan à un conflit aussi inutile que sanglant, allant à l'encontre des aspirations démocratiques des Afghanes et des Afghans. Le retrait de l'Otan se révèle donc comme la condition même d'une nouvelle politique internationale de la France, ouverte aux coopérations entre les peuples, et plus particulièrement soucieuse d'un codéveloppement avec le Sud. La réunion nationale des signataires de l'Appel de Politis tient dans ce cadre à affirmer son exigence de retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Ces six urgences sont les pistes de travail, les grands chantiers de réflexion et d'action, que l'assemblée du 11 octobre soumet à la plus large discussion. C'est une mobilisation exceptionnelle, impliquant des millions de salariés, de jeunes, de citoyens, qui permettra de les mettre en œuvre.

Dans les jours et les semaines qui viennent, aux plans national et local, les signataires de l'Appel de Politis solliciteront ainsi toutes les compétences au sein du mouvement syndical et associatif, comme dans le monde de la recherche et de la culture. L'objectif est de parvenir à de véritables propositions alternatives qui stimulent les résistances sociales et les mobilisations populaires, et que pourrait porter une gauche de transformation sociale et écologique dans toutes les échéances politiques à venir.

C'est dans cette perspective que, tout en s'engageant à agir pour favoriser l'unité d'action face aux attaques du gouvernement, ils proposent la tenue, au début de 2009, d'assises pour un vrai changement. À l'occasion de ce grand rendez-vous, ils souhaitent pouvoir préciser les pistes de travail ici suggérées en conduisant un travail d'élaboration associant, en toute indépendance, l'ensemble des forces intéressées à l'existence d'une alternative authentique à gauche : partis, courants et militants de partis acquis à la nécessité d'une alternative de rupture ; acteurs et actrices du mouvement social ; associations agissant pour les droits sociaux et les libertés ; structures issues des quartiers populaires ; mouvements féministes et organisations de jeunesse.

Dans notre Appel de mai dernier, nous constatons la nécessité d'une nouvelle force de gauche dans ce pays, et nous affirmions notre conviction qu'il « *existe ici un espace comparable à celui révélé par Die Linke en Allemagne* ». D'autres expériences existent en Europe, telles que la coalition Synaspismos-Syriza en Grèce. Nous voulions souligner que, « *faute de convergence entre des traditions et des cultures jusqu'ici séparées, faute de prendre en compte l'apport des mouvements sociaux et citoyens ayant émergé depuis plusieurs années, le champ des possibles demeurera inévitablement limité : aucune force constituée ne peut rassembler autour d'elle seule* ». Nous en appelions à ce qu'une gauche de gauche devienne enfin « *une véritable force* ».

Au-delà des nuances et des différences qui peuvent nous partager, c'est plus que jamais cette volonté qui nous anime. Nous entendons poursuivre l'action commune pour une gauche digne de ce nom. Nous ne nous résignons pas à la division des forces de la gauche de transformation, sociale et écologiste. Nous leur proposons donc de s'associer dans un cadre permanent, dans le respect des différences et des projets de chacun. Nous souhaitons que se noue entre elles un PACTE assurant la pérennité de ce cadre et la poursuite du travail sur les propositions alternatives qui viennent d'être ébauchées, quelles que soient par ailleurs les divergences qui pourront surgir.

Nous le disons avec solennité : c'est la conscience de la nécessité et le souci d'unité qui doivent l'emporter.

Retrouvez cette déclaration et les extraits sonores des débats du 11 octobre sur www.politis.fr